

Social

CONVERGENCES ET DÉMARCHES DES LUTTES DANS LE NORD/PAS-DE-CALAIS

2000 PERSONNES MANIFESTENT
À LILLE AVEC LE PARTI COMMUNISTE

La réalité dans le Nord/Pas-de-Calais est telle que le social y occupe une place prépondérante avec un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale ; les salariés de tous les secteurs sont en attente d'autres types de réponses face aux problèmes qui les assaillent. La région est à la dernière place des 22 régions françaises en terme d'emplois, cela ne s'était jamais vu.

Aussi, samedi 17 octobre dernier, 2000 personnes manifestaient avec les fédérations du Nord et du Pas-de-Calais du Parti communiste pour l'emploi, le pouvoir d'achat, les services publics. Elles représentaient les horizons divers du Nord/Pas-de-Calais, de Fourmies à Calais et d'Arras à Tourcoing. De petits groupes du départ à la foule à l'arrivée, (de la Place de la République à la Bourse de commerce, en passant par la gare SNCF et les artères du centre ville), les communistes du Nord et du Pas-de-Calais ont réussi leur pari pour que vive cette région alors que l'actualité est marquée par des chiffres de suppressions de postes de travail en hausse vertigineuse.

Depuis un an, 23 762 emplois ont été supprimés dans notre région et 972 emplois sont directement menacés dans le cadre de redressements judiciaires d'entreprises. 2 000 postes ont été supprimés dans la Fonction Publique dont une majorité dans l'Éducation Nationale. Des dizaines d'étudiants (notre photo) regroupés

derrière la banderole de l'UEC faisaient part de leurs craintes pour leur formation et leurs études.

Les inquiétudes des élus et parlementaires communistes rejoignent celles des salariés (privé et public) ; les mécontentements apparaissent de plus en plus au grand jour. "Cette crise, rétorquent-ils, nous la combattons avec notre mission d'élus du peuple. L'emploi, la formation, les salaires, la reconnaissance des qualifications, les conditions de travail, les services publics restent les préoccupations convergentes des salariés. Nous sommes à leurs côtés. Comment relancer la consommation sans réelle augmentation du pouvoir d'achat ?

On connaît l'origine de la crise, elle est dans la matrice des richesses produites par le travail ; richesses qui sont allées prioritairement à la spéculation au lieu d'aller aux salaires, à la recherche, à l'éducation, à la production durable. Il n'y a pas de véritables mesures, ni sur le Smic, ni sur les salaires, ni sur le maintien de l'emploi dans la fonction publique.

Pour l'avenir

Le politique, le social, l'économique, sont tellement imbriqués que la place que donnent les militants communistes à la défense de la région est fondamentale. C'est le sens de l'intervention des élus et responsables départementaux présents dans le défilé, parmi lesquels, Alain Bocquet, Hervé Poly, Bertrand Péricaud, Éric Corbeaux, Alain Bruneel, Jacky Hénin, Jean-Claude Danglot, Michelle Demessine, Dominique Watrin, de

nombreux maires, conseillers généraux, conseillers régionaux.

Au-delà de l'emploi, c'est tout l'avenir qui est posé et cet enjeu ne peut laisser personne indifférent. Les délégations de salariés d'usines, de services, des secteurs privés et publics en sont la preuve : Sodemeca-Michelin, Faurecia, ArcelorMittal, France Télécom, La Poste, Hôpital public, enseignants, etc.

Précarisation, exclusion, le contrat nouvelle embauche, la contre-offensive des salariés s'appuie sur des revendications fondamentales qui recouvrent l'ensemble des préoccupations d'aujourd'hui, emploi, pouvoir d'achat, droits sociaux, retraites, salaires, conditions de travail, code du travail, sécurité sociale, garantie des services publics. La mobilisation des communistes de ce samedi 17 octobre est à situer dans la configuration d'un débat général qui concerne des pans entiers de la vie de tous les jours. La droite figole depuis des semaines le discours de propagande destiné à enrober un "paquet cadeau" qu'elle sait empoisonné, la réforme territoriale avec des conséquences évidentes sur la relation directe entre le citoyen et l' élu.

"Dans le Nord/Pas-de-Calais, rétorquent les syndicalistes, nous sommes les premiers en termes de profits engrangés et les derniers en ce qui concerne le service public. Alors, avec les privatisations, la situation ira toujours dans un sens contraire aux usagers. Le dumping social est une manière de faire pour la direction de France Télécom, La Poste, EDF, GDF-SUEZ, c'est une situation dangereuse."

Combat légitime

Marquer un coup d'arrêt à l'entreprise de liquidation des emplois est une ambition tout à fait légitime défendue par les communistes du secteur de l'Automobile, de l'énergie, de l'Éducation nationale, de la santé, de l'Imprimerie nationale, des services publics. Une des réponses se trouve dans la convergence des luttes et la bataille politique menée, notamment, par les militants et élus dans la région. La manifestation de samedi 17 octobre (et sa réussite) montre bien cette convergence et une démarche originale mêlant population, élus, syndicalistes, collectifs et associations.

Le gouvernement actuel veut céder les biens de la Nation aux appétits financiers et tout marchandiser. Ils n'ont aucun scrupule et montrent leur vrai visage avec leurs salaires (qui ne sont qu'une partie de leurs revenus) en hausse vertigineuse. Devant l'obstination de la droite et du Medef, il s'agit de créer un rapport de forces décisif. L'avenir de notre société en dépend.

Alain Desmons, salarié à France Télécom (Villeneuve d'Ascq) sait de quoi il parle lorsqu'il fustige la passivité de sa direction devant la souffrance au travail avec tout ce que cela entraîne. La montée de la colère dans cette entreprise, livrée au privé depuis Jospin, est aussi un fait significatif dans le mouvement social actuel.

La région est aujourd'hui la deuxième région automobile de France, dira Raymond, un militant syndicaliste de Renault mais cela ne s'est pas fait par hasard. Rien

ne se fait au hasard. La lutte des communistes est à situer dans le cadre de la reconversion du bassin minier. Aujourd'hui, sous couvert d'un plan de modernisations, les directions programment la réduction d'effectifs et la mise en place de longues périodes de chômage partiel. Mais l'on sait bien que toute chronologie a des effets pervers sur l'emploi. Des arguments de "rationalisation" et surtout la volonté d'accroître les profits expliquent les licenciements et les fermetures d'entreprises.

Un syndicaliste de la Chimie-CGT dit combien son secteur d'activités connaît des disparités sociales d'un secteur à un autre et l'emploi est là aussi, la pierre d'achoppement.

À l'École, les contraintes budgétaires imposées ne peuvent que conduire au démantèlement sanitaire. L'emploi, la formation, les salaires, la reconnaissance des qualifications, les conditions de travail, le service public, sont les préoccupations de tous.

Alain Bocquet, au nom des communistes de la région, a avancé plusieurs pistes de réflexion, "la question fondamentale qui est dans toutes les têtes est celle de la prise en compte des revendications économiques, sociales, humaines et un combat pour des politiques au service des populations. Notre région ne doit pas devenir Misèreland". Ces propos tenus, symboliquement, devant la Bourse de commerce de Lille expriment l'attitude de lutte de ces mêmes populations.

Pierre Pirierros

